



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

Le mot de la syndique (Quarante-quatrième billet, juin 2016)

Chères et Chers habitants de la Commune,

Le Grand Conseil vient d'adopter, dans sa session de mai, la modification de la loi sur l'encouragement aux fusions. La grande nouveauté réside dans la création de dispositions de procédure, particulières à la fusion des communes-centre, calquées sur la constitution de l'agglo. Pourquoi faut-il des dispositions spécifiques pour ces fusions? Officiellement celles-ci sont censées favoriser la création d'un « centre cantonal fort », porté par les citoyens, mais en réalité, il s'agit de forcer la main aux conseils communaux réfractaires à la fusion du Grand Fribourg – suivez mon regard. A en croire le Conseil d'Etat et le Grand Conseil, le seul moyen pour parvenir au renforcement du centre suppose une fusion des communes de la ceinture de la Ville, même s'il faut pour cela contraindre les communes concernées. Le texte, dans l'enthousiasme général, a recueilli l'unanimité des voix, sauf une, la mienne. Grand moment de solitude, diraient certains, mais avant tout courage politique d'oser dire les choses.

Attention, il ne s'agit nullement de contester, pour notre Canton, la nécessité d'avoir un véritable centre fort, qui fasse un peu plus de poids, dans l'axe « Région Capitale Suisse ». Je doute cependant que la fusion des communes du Grand Fribourg suffise en elle-même à parvenir à cette fin. Et ce, à plus forte raison, qu'au-delà des belles déclarations d'intention, aucun moyen politique et financier adéquat n'est prévu à cet effet.

Chaque chose étant, par ailleurs et par elle-même relative, le soutien (quasi) unanime des députés démontre, si besoin était, quels sont les intérêts de chacun : tout le Canton et avec lui l'ensemble des communes appellent à cette fusion (ou, officiellement, à un centre fort) dont les retombées leur seront profitables. En revanche, lorsqu'il s'agit du financement pour réaliser ce grand projet, tous de dire, en

chœur, qu'il doit être supporté par les seules communes concernées, renvoyées aux clopinettes prévues par la loi, en cas de fusions de communes.

Au risque de passer pour une empêcheuse de fusionner en rond, je peine à comprendre la nécessité d'instituer une usine à gaz pour créer la fusion du Grand Fribourg, alors que l'on occulte totalement le volet financier, moyen indispensable à sa réalisation. Chat échaudé, dit-on, craint l'eau froide. A ce propos, la tentative avortée de fusion à 6 puis à 3 communes devrait en elle-même nous servir d'expérience. L'élément essentiel de cet échec étant bien le financement, il faudra m'expliquer pourquoi le remake copier-coller fonctionnerait cette fois-ci...

Il ne suffit pas, en effet, de recourir à la méthode Coué pour atteindre ce but : impossible de taire la réalité des chiffres. C'est bien par le nerf de la guerre que la chatte a mal à la patte. Les divers éléments, additionnés les uns aux autres, plombent sérieusement tout projet de fusion du Centre. Celle-ci passe inévitablement par l'égalisation des disparités fiscales, la réduction de la dette, le rattrapage du niveau des prestations (à aligner sur celui de la commune la plus élevée), la solution de problèmes en suspens (caisse de pension de la Ville, décharge de la Pila, situation financière) ; rien que pour cela, le coût de cette fusion atteint le chiffre pharaonique de 150 millions de francs !

Mais ce n'est pas tout : à ces montants viendront encore s'ajouter les chargés de la nouvelle commune fusionnée, à savoir les coûts des projets de développement du territoire, de transports, d'énergie, les investissements scolaires et sportifs, les mesures d'agglo (PA2, accepté par le Confédération et PA3 en cours), pour lesquels la commune centre se taillera la part du lion ; c'est donc une somme pas loin du demi-milliard de francs qu'il faudra déboursier. Cerise sur le gâteau, la RIE III, 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises, actuellement en cours, privera les communes d'un apport significatif de rentrées fiscales des personnes morales. L'effet de la RIE III est encore plus prononcé sur les communes de la ceinture de Fribourg, ne serait-ce pour la seule commune de Villars-sur-Glâne, fortement dépendante de la fiscalité des personnes morales, qui perdra le 57% des recettes générées par les personnes morales ! Résultat des courses : cette fusion laissera les communes concernées complètement exsangues et le centre ne s'en trouvera guère renforcé, loin s'en faut !

Réflexions machiavéliques prétendent certains...

Pourtant... On reproche souvent aux communes centrales leur arrogance et leur manque de solidarité. Un petit tour du côté de la péréquation financière intercommunale devrait remettre un peu l'église au milieu du village – ou, pardon, de la grande Ville : sur les 28 millions de francs environ qui seront distribués en 2016, les 6 communes de la ceinture en versent environ 15 millions (dont plus de 8 pour Villars-sur-Glâne, montant de loin le plus élevé du canton). Paris valant bien une messe, la fusion du centre vaut, quant à elle, sous cet aspect, tout aussi bien un retour d'ascenseur.

En conclusion, la volonté de créer un centre cantonal fort – pour autant qu'elle existe, et pas seulement dans l'idéal – doit s'accompagner des moyens pour y parvenir. A l'appui inconditionnel et volontaire du Canton et des communes se grefferont toutes les mesures idoines, à savoir, la mise en place de structures territoriales dépoussiérées et solides, avec une refonte des districts, la reconsidération de l'agglo, ainsi que la concrétisation de régions. Mais il faut avant tout que l'effort repose sur la prise de conscience et l'adhésion de chacun, Canton, Communes et citoyens, d'un nouveau projet de vie et de société pour un Fribourg « new-look ». Et il faut avant tout restaurer la confiance...

Mais là, il y a encore du boulot !

Erika Schnyder, syndique